



RCS : PERPIGNAN

Code greffe : 6601

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

#### REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PERPIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 01513

Numéro SIREN : 833 198 070

Nom ou dénomination : 100% BEAUTE

Ce dépôt a été enregistré le 08/11/2017 sous le numéro de dépôt A2017/006260

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE**  
**PERPIGNAN**



**Dénomination :** 100% BEAUTE  
**Adresse :** 4 avenue du Canigou 66610 Villeneuve-la-riviere - FRANCE-

**n° de gestion :** 2017B01513  
**n° d'identification :** Numéro de SIREN en cours d'attribution

**n° de dépôt :** A2017/006260  
**Date du dépôt :** 08/11/2017

**Pièce :** Liste des souscripteurs du 18/10/2017

493551



493551

**SAS 100% BEAUTE  
au capital de 1 000 €  
Siège social :  
4, Avenue du Canigou  
66610 VILLENEUVE LA RIVIERE**

**Liste des souscripteurs d'actions**

Nom-Prénom personne physique	Nombre d'actions souscrites	Montant total des souscriptions	Montant versements effectués
Mme REHBERG Aurore	100	1 000 €	1 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>100</b>	<b>1 000 €</b>	<b>1 000 €</b>

Certifié exact, sincère et véritable par Mme PORCAR Aurore, actionnaire et président de la SAS 100% BEAUTE en cours d'immatriculation

Fait à Perpignan, le 18/10/2017



**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE**  
**PERPIGNAN**



**Dénomination :** 100% BEAUTE  
**Adresse :** 4 avenue du Canigou 66610 Villeneuve-la-riviere - FRANCE-

**n° de gestion :** 2017B01513  
**n° d'identification :** Numéro de SIREN en cours d'attribution

**n° de dépôt :** A2017/006260  
**Date du dépôt :** 08/11/2017

**Pièce :** Attestation de dépôt des fonds du 18/10/2017

493552



493552



BANQUE POPULAIRE

DU SUD

BANQUE ET ASSURANCE

Adresse postale :

Ag- Bahó

ROUTE NATIONALE

66540 BAHO

TEL. 0468089777

SAS 100% BEAUTE

15 RUE DES BERGERONNETTES

66540 BAHO

Votre n° de compte : 58121751527

#### ATTESTATION DE DEPOT DE CAPITAL POUR UNE SOCIETE EN FORMATION

La Banque Populaire du Sud, Société Coopérative de Banque Populaire à capital variable, dont le siège social est à Perpignan (Pyrénées-Orientales), 38 boulevard Georges Clemenceau, immatriculée au Registre du Commerce sous le numéro B 554 200 808, représentée par son Directeur Général, demeurant au dit Siège,

Atteste :

Détenir en un compte bloqué ouvert dans les livres de la Banque Populaire du Sud sous le numéro 58121751527, la somme de 1000 Euros Mille euros (en chiffres et en lettres) représentant l'apport en numéraires de :

- nom ou dénomination sociale : Mme Porcar Aurore  
adresse ou siège social : 15 rue des Bergeronnettes 66540 BAHO  
montant : 1000 €

- nom ou dénomination sociale :  
adresse ou siège social :  
montant :

- nom ou dénomination sociale :  
adresse ou siège social :  
montant :

- nom ou dénomination sociale :  
adresse ou siège social :  
montant :

- nom ou dénomination sociale :  
adresse ou siège social :  
montant :



BANQUE POPULAIRE

DU SUD

BANQUE ET ASSURANCE

au capital social de la société SAS 100% BEAUTE en formation sous la dénomination SAS 100% BEAUTE, 15 RUE DES BERGERONNETTES , 66540 BAHO

dans l'attente de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés de Perpignan.

Fait à BAHO, le 18 octobre 2017,  
pour servir et valoir ce que de droit

Le Directeur d'Agence

*[Signature]*  
**BANQUE POPULAIRE DU SUD**  
Av. de la République  
Route de Céret  
RD 616 - CS 25340  
Tél. 0820.361.086 - Fax. 04.86.52.73.96

**GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE**  
**PERPIGNAN**



**Dénomination :** 100% BEAUTE  
**Adresse :** 4 avenue du Canigou 66610 Villeneuve-la-riviere -  
FRANCE-

**n° de gestion :** 2017B01513  
**n° d'identification :** Numéro de SIREN en cours d'attribution

**n° de dépôt :** A2017/006260  
**Date du dépôt :** 08/11/2017

**Pièce :** Statuts constitutifs du 18/10/2017

493550



493550

## **STATUTS**

\*\*\*\*\*

### **SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE**

**« 100% BEAUTE »**

\*\*\*\*\*

### **SIEGE SOCIAL**

**4, Avenue du Canigou**

**66610 VILLENEUVE LA RIVIERE**

Les soussignés :

- Mme PORCAR Aurore, née le 03/07/1989, à SAINT DIE, domiciliée 15, rue des Bergeronnettes 66540 BAHO.

Ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société par actions simplifiée devant exister entre eux.

### **Article 1 Forme**

Il est formé par les présentes entre les titulaires des actions ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société par actions simplifiée. Elle sera régie par les présents statuts ainsi que par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce.

Dans le silence des statuts, il sera fait, en tant que de raison, application des dispositions du Code de commerce relatives aux sociétés anonymes.

### **Article 2 Objet**

La société a pour objet :

La coiffure mixte et la vente de tous produits et accessoires rattachés à l'activité, l'esthétique, l'onglerie, centre de formation prothésiste ongulaire et plus généralement toutes opérations commerciales ou industrielles, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à l'objet social, ou susceptible d'en faciliter l'extension ou le développement

### **Article 3 Dénomination**

- La dénomination sociale est « 100 % Beauté »
- Son nom commercial est « 100 % Beauté »

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale,

précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social.

#### **Article 4 Siège social**

Le siège social est fixé à : **4, Avenue du Canigou 66610 Villeneuve la Rivière**

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français métropolitain, par simple décision du Président, ratifiée par les associés.

#### **Article 5 Durée – Exercice social**

La durée de la société est fixée, sauf dissolution anticipée ou prorogation, à 99 années à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'exercice social commence le **1<sup>er</sup> janvier** et finit le **31 Décembre**.

- » Exceptionnellement, le premier exercice social sera clos la **31 Décembre 2018**

#### **Article 6 Apports**

Les soussignés font apport à la société, à savoir :

– **Mme PORCAR Aurore : la somme en numéraire de 1 000 euros (Mille Euros) correspondant à 100 parts, soit 100 % du capital.**

Soit, au total, une somme de 1 000 euros (Mille Euros) correspondant à 100 actions de 10 euros chacune, souscrite et libérée en totalité, ainsi qu'il résulte du certificat du dépositaire établi le 18 Octobre 2017, laquelle somme a été déposée, pour le compte de la société en formation, à la banque Populaire du Sud, agence de Baho.

#### **Article 7 Capital social**

- » Le capital social est fixé à 1 000,00 euros (Mille Euros), divisé en 100 actions de 10 euros.

#### **Article 8 Modifications du capital**

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par les associés statuant dans les conditions des articles 16 à 16-5 ci-après.

#### **Article 9 Forme des actions**

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires, sur un registre tenu par la société dans des conditions et modalités fixées par la loi.

## **Article 10 Cession des actions - Agrément**

Toute cession d'actions à titre gratuit ou onéreux, à des tiers ou entre actionnaires, doit préalablement être agréée dans les conditions ci-après.

Le démembrement de propriété, le transfert de propriété des actions par voie de succession, de liquidation de régime matrimonial, de fusion, absorption ou de transmission universelle de patrimoine de l'article 1844-5, alinéa 3, du Code civil, d'adjudication publique ordonnée par décision de justice ou d'attribution judiciaire est également soumis à agrément.

Le projet de cession est notifié au Président par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Il contient l'indication des nom, prénom et adresse du cessionnaire s'il s'agit d'une personne physique et sa dénomination sociale, sa forme, son capital social, son siège social, son immatriculation au RCS, l'organe qui la représente et son actionnariat s'il s'agit d'une personne morale, le nombre des actions dont la cession est envisagée et le prix offert

Dans le délai de 30 jours à partir de la notification, le Président convoque l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des actions.

Il peut également consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par le Président au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remise contre décharge manuscrite. En cas d'agrément, la cession est réalisée dans les termes et conditions mentionnés dans le projet de cession notifié à la société.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de 2 mois à compter de la notification du projet de cession, l'agrément à la cession est réputé acquis.

Si la société a refusé d'agréer la cession, le cédant peut, dans les 15 jours de la notification de refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. À défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de 1 mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Ce délai peut être prolongé une seule fois, à la demande du Président de la société, par ordonnance du Président du tribunal de commerce statuant sur requête. La société peut également, avec le consentement du cédant, décider de racheter les actions au prix de la cession et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. À défaut d'accord sur le prix de cession, il est fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

En cas de cession des actions du Président, les fonctions qui lui sont dévolues en matière d'agrément sont exercées par l'associé le plus âgé, et si le président est l'associé le plus âgé, par le second associé le plus âgé.

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

## **Article 11 Droits et obligations attachés aux actions**

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les actionnaires sont tenus de libérer les actions par eux souscrites dans les 15 jours de l'appel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 15 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera opposable à la société, qu'à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

## **Article 12 Président**

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée et dans des conditions (notamment de rémunération) fixées par la collectivité des associés. Le premier Président est nommé par les statuts.

L'actionnaire investi des fonctions de Président ou qui demande son investiture ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte dans le calcul du quorum.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions pour une durée supérieure à 30 jours, dûment constaté par les associés, il est pourvu dans un délai de 30 jours à son remplacement. Le Président par intérim ne demeure en fonction que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte

dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les actionnaires, le Président ne peut, sans l'accord de l'unanimité desdits actionnaires, et sauf à engager sa responsabilité personnelle :

- décider des investissements supérieurs à 10 000 euros;
- céder des éléments d'actif d'une valeur supérieure à 10 000 euros;
- procéder à la création de filiales, prise de participations;
- céder le fonds de commerce

## **Article 13 Nomination Président**

Les soussignés nomment :

- \* Aux fonctions de Président : Mme PORCAR Aurore pour une durée indéterminée

## **Article 14 Autres organes dirigeants**

Directeur général :

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité simple un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions et sa rémunération sont déterminés par l'Assemblée Générale. Il ne prend pas part au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaires détenteurs d'au moins 80 % du capital de la société.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président. Il ne peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

## **Article 15 Conventions entre la société et les dirigeants**

Le Président, le directeur général, avisent les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai 30 jours à compter de la conclusion des dites conventions. Ils informent également le commissaire aux comptes des conventions conclues avec la société dans laquelle ils sont directement ou indirectement intéressés.

À l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels, les commissaires aux comptes présentent aux actionnaires, un rapport sur l'ensemble de ces conventions. Le dirigeant au profit de qui une telle convention est intervenue ne participe pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue, d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

## **Article 16 Décisions des actionnaires**

Les décisions collectives des actionnaires sont prises, à la discrétion du Président, en assemblée, ce qui implique une réunion physique des associés en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

Les décisions sont prises à la majorité des voix exprimées

## **Article 17 Convocation et information des actionnaires**

Les associés sont convoqués, pour toute assemblée ou consultation par correspondance, 8 jours au moins avant la date prévue pour le vote des résolutions inscrites à l'ordre du jour. Cette convocation ne peut se faire que par télex, télécopie ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux, au moins 15 jours avant l'assemblée ou la consultation. Les moyens de communication sont libres : vidéoconférence, courrier électronique, télex, télécopie et autres moyens, peuvent être utilisés par la société pour éclairer et informer les associés sur les résolutions mises aux votes.

## **Article 18 Comptes annuels et résultats sociaux**

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice, et ensuite sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société.

## **Article 19 Comité d'entreprise**

Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

## **Article 20 Dissolution et liquidation**

**La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif.**

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiably choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

## **Article 21 Contestations**

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et les représentants légaux de la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à arbitrage.

[Variante : Clause de conciliation ou d'arbitrage]

## **Article 22 Engagements pour le compte de la société**

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, ci-après annexé, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les associés ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel. En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS de PERPIGNAN, mandat exprès est donné à Mme PORCAR Aurore, ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements suivants :

- D'effectuer la demande de financement nécessaire au démarrage de l'activité
- De signer toutes les conventions, bons de commande ou factures établis pour la réalisation de l'objet social
- De signer tout contrat de bail, ouvrir tout compte bancaire, signer tout contrat de prêt au nom et pour le compte de la société en formation.

Conformément aux articles L. 210-6 du Code de commerce et 74, alinéa 3, du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la société au RCS de Perpignan emportera reprise de ces engagements par la société.

### **Article 23 Frais**

Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

### **Article 24 Publicité**

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait en 3 originaux, à BAHO, le 18 Octobre 2017

A handwritten signature in black ink, appearing to read "S. G. 18/10/2017".